



Motion liminaire des élus du CSE

Notre CSE est au bord de l'implosion.

La stratégie mise en place par cette direction conduit à un épuisement général.

Les projets décidés en haut-lieu sur le mode yakafokon s'additionnent et se parasitent à un rythme effréné, obligeant les élus à se démultiplier.

Cette politique du marche-ou-crève - confier le projet Tempo - a des effets délétères sur des équipes régionales souvent déjà mal en point après 10 ans de plan social et d'ajustements stratégiques.

Les alertes se multiplient, obligeant notre instance à assumer ses responsabilités en matière de prévention. Dans la plupart des cas, ces alertes sur la santé des salariés sont la résultante de problèmes organisationnels et de dysfonctionnements liés à la politique mise en place à France Télévisions, sans prise en compte de mesures de préventions. Des alertes qui se succèdent et dont les plans d'action préconisés par les élus ne sont pratiquement jamais appliqués. La direction de cette entreprise refuse d'apprendre de ses erreurs. C'est une conduite coupable et dangereuse.

Chaque mois, l'ordre du jour de ce CSE déborde et nous sommes contraints de reporter des points de séance en séance.

Ce mois-ci un stade a été franchi, nous sommes dans la nasse :

- Les délais légaux amènent la direction à nous demander un avis sur le projet Tempo, avec un rapport d'expert à la clé
- L'urgence qui s'impose en matière de santé fait converger la restitution devant le CSE de 3 expertises pour risques graves et d'une enquête paritaire dans le cadre d'un DGI. A chaque fois, il s'agit de situations professionnelles complexes aux conséquences humaines très graves, qui ont donné lieu à un travail d'objectivation des experts, traduit dans des rapports détaillés.
- Nous sommes en outre saisis d'une nouvelle alerte santé qu'il nous faut instruire.

Du fait de cet engorgement, les ordres du jour sont signés de plus en plus tard, empêchant les élus d'anticiper et d'assumer correctement leurs mandats. Comment, dans ces conditions assimiler les centaines de pages de rapports, sans empiéter une fois de plus sur sa vie personnelle ?

Ce qui aurait dû être l'exception est devenu systémique. Ce n'est plus tenable, le navire prend l'eau de toutes parts.

Cette situation est connue et documentée depuis de longs mois, mais nous ne voyons pas concrètement de signes d'amélioration.

Nous en déduisons donc que la direction de cette entreprise s'en satisfait et nous estimons que sa responsabilité est engagée.

*Adopté à l'unanimité des 23 élus présents
CFDT, CGT, FO, SNJ et SUD s'associent.*

Paris, le 22 juin 2023